La Lettre

n°95 - 14 mars 2024

ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Edito

LES PRÉCAIRES PAYENT LA NOTE !

Au nom du plein emploi, Macron a multiplié les attaques contre les chômeur.euses et les précaires .Responsables d'emplois « non pourvus » qui freineraient la croissance elles et ils ont vu leurs droits réduits : baisse des indemnités, réduction du nombre d'indemnisé.es… le tout accompagné de contrôles et de sanctions accrus. En décembre c'est une loi « plein emploi » qui a créé le travail obligatoire non payé pour les RSA (et les conjoint.es !).

Une reprise leur permettait d'invoquer l'urgence à remettre sur le marché du travail les « fainéant.es » : c'était oublier que malgré tout il restait des millions de chômeur.es ... et de plus en plus de précaires .

Aucune étude ne prouve que la – petite - baisse du chômage soit liée aux réformes macronistes.

En 2023 un retournement de tendance oblige Lemaire a revoir ses prévisions de croissance : les experts patronaux pronostiquent une remontée du chômage .

Pourtant Attal s'obstine dans la même politique d'économies sur le dos des plus précaires. Il annonce de nouvelles mesures contre chômeur.euses, précaires et pauvres : de nouvelles modalités de baisse des droits et de casse des indemnisations sont annoncées : suppression des durées pour les chômeurs âgés, dégressivité des allocations étendue à toutes et tous ...

Le nouveau prétexte, c'est la dette . Attal ment avec cynisme : quand l'UNEDIC (président MEDEF) dit que le situation financière s'améliore, Attal crie à la crise… tout en augmentant ce que l'UNEDIC paye à la place de l'État. Pire Attal « oublie » qu'une partie du « quoi qu'il en coûte » a été financé par l'UNEDIC (chômage partiel) et creusé sa dette : aujourd'hui pour ne pas augmenter les impôts des riches il fait payer la note aux plus précaires.

Pendant ce temps-là, rassurez-vous, ce n'est pas la crise pour tout le monde : loin de se serrer la ceinture et subir l'inflation les actionnaires voient leurs dividendes augmenter et les rachats d'actions grossir leur patrimoine.

Les choix de classe s'affichent sans retenue.

RETOUR DE L'AUSTÉRITÉ ?

Les déclarations tonitruantes de Bruno Lemaire le 17 février sur la nécessité d'économies chiffrées à dix milliards d'euros sur le budget 2024 (20 milliards sont déjà annoncés pour 2025!) n'ont soulevé que quelques protestations à gauche et dans le monde syndical. Plus récemment, la réaffirmation de ce qui ressemble à un retour des politiques d'austérité, accompagné de propos indécents et typiquement réactionnaires sur les soi-disant mauvaises habitudes françaises de demandes incessantes de dépenses publiques - voire d'assistanat - assimilées à une sorte de culture toxique, a fait réagir davantage. Rappelons au passage que ce type de propos est un grand classique de la part des élites et des politiciens bourgeois depuis plus d'un siècle.

Mais de quoi s'agit-il au juste ? S'agit-il bien d'un retour de l'austérité ? Ce qui a été dévoilé sur les secteurs concernés par ces « économies » est révélateur et y fait penser : les dépenses publiques, notamment dans l'Éducation, la Justice et la Santé, mais aussi ce qui finance une politique active pour les droits des femmes ou encore les mesures associées à la transition écologique. Il faut y ajouter la promesse d'une nouvelle « loi travail », nouvelle attaque contre le statut des salarié·es et leurs droits - toujours présentés comme une charge. On a donc là de manière combinée tous les éléments de l'annonce de politiques publiques réussissant la performance d'être à la fois anti-sociale et anti-ouvrière, anti-féministe et anti-écologiste !

De longue date, Bruno Le Maire avait affirmé sans détour qu'il était hors de question de prolonger la politique du « quoi qu'il en coûte ». Bref, qu'il serait grand temps de refermer cette parenthèse aventureuse, de revenir à la manière forte et de faire payer la note au monde du travail et plus largement d' « arrêter les frais »... C'est-à-dire de réduire les dépenses indispensables à toute politique féministe et écologiste - déjà une obsession de la droite du temps de Sarkozy.

Mais peut-on parler de retour de l'austérité, comme si celle-ci avait disparu ? En réalité, celle-ci a bien été atténuée du temps de la gauche plurielle puis durant l'épisode du COVID, mais elle n'a jamais disparu du paysage, associée dans les décennies 2000 et 2010 au chantage à la dette, en particulier quand la croissance faiblit. Du reste, ce chantage réapparaît à la faveur de prévisions de croissance ralentie et d'une hausse des taux d'intérêt qui pénalise l'activité économique. L'austérité comme le chantage à la dette sont deux grands classiques des politiques néo-libérales depuis plusieurs décennies. Pourtant, leurs résultats désastreux sont bien connus : baisse de l'activité et des dépenses publiques, affaiblissement continu des services publics, aggravation du chômage et de la précarité, recul des ressources fiscales de l'Etat... pendant que les profits s'accroissent, que les inégalités s'accentuent et que la pauvreté fait des ravages.

Même si elle ne s'est pas traduit par une victoire, la mobilisation pour les retraites avait été l'occasion d'un retour très positif de l'intersyndicale. Celle-ci s'est récemment exprimée au grand complet le 24 février à l'occasion du second anniversaire de la guerre en Ukraine, pour soutenir le peuple ukrainien contre l'agression russe.

Pour s'opposer à cette réaffirmation d'une politique d'austérité insupportable en ces temps si difficiles, l'intersyndicale aura une responsabilité déterminante pour relayer, impulser, proposer de la base au sommet les ripostes et les alternatives nécessaires.

La belle résistance des femmes palestiniennes

En ce 8 Mars, Aziza* , directrice d'une association éducative à Gaza, évoque sa guerre au quotidien. Elle œuvre jour et nuit pour trouver des fonds, négocier nourriture, couches pour bébés, vêtements, médicaments, tous produits hors de prix qu'elle répartit entre les familles. Le décalage entre la vision de l'Occident et ce qui se vit à Gaza semble tel à Aziza qu'elle a hésité à s'exprimer.

« J'ai le cœur déchiré quand je n'ai plus rien à donner aux survivant·es. Ici, les femmes vivent le génocide en direct, protégeant les autres avec leurs corps, ne sachant jamais d'où va venir l'agression ni si elles seront encore en vie dans une heure. Pendant la guerre, l'amour est le seul abri réel : je vois des femmes qui portent avec force et dignité le corps gris de leur enfant qu'elles veulent enterrer décemment, le visage poussiéreux d'une femme sortir des décombres, une médecin palestinienne traverser la rue au péril de sa vie pour aider des blessé·es. Je vois des femmes pleurer leur enfant, leur amour, leur mari, d'autres se priver de manger pour nourrir leurs enfants. Moi-même, je suis fatiguée, j'ai été blessée deux fois, j'ai mal aux yeux à cause du phosphore balancé par l'armée israélienne. J'entends les drones, les bombardements mais quand je ferme les yeux, ce que je vois est encore pire. La femme qui te parle de cette souffrance, comme ses sœurs, ne peut plus supporter cette hypocrisie, cette oppression israélienne soutenue par les Etats contre leurs peuples.

Quelques chiffres :

1 million de femmes sur 1,9 million de déplacé-e-s,

3000 femmes ont perdu leur mari,

9000 ont été tuées,

2 mères sont tuées chaque heure,

60 000 femmes enceintes vivent une situation extrêmement difficile.

En Palestine, ce sont les femmes qui portent avec force et dignité la société au quotidien, elles organisent ensemble la survie, se donnent de l'espoir les unes aux autres. Qu'elles soient membres du Hamas, du Fatah, du Parti Communiste, du FPLP, etc, elles soutiennent la résistance sous toutes ses formes, car jusqu'au 7 Octobre le monde avait oublié la Palestine. J'ai l'espoir d'être en vie le 8 Mars 2025 et qu'on sera libre! La Palestine ne verra pas la lumière sans les femmes, c'est avec elles que nous devons construire la société de demain, démocratique. »

L'équipe d'animation de la commission Palestine/Israël

** : le prénom a été modifié*

Affaire Geneviève Legay : double victoire mais...

Mis en délibéré à la fin du procès du commissaire Souchi déplacé à Lyon le 11 janvier dernier, le verdict est tombé le 8 mars : celui-ci correspond à ce que demandait le procureur, à savoir une condamnation de six mois avec sursis, pour un acte de violence disproportionné.

Le collectif "affaire Legay 06", rassemblé devant le palais de justice de Nice juste après la manifestation féministe du 8 mars, a appris par l'avocate de Geneviève, Mireille Damiano, la bonne nouvelle. Celle-ci a été accueillie par des applaudissements et des cris de joie des participant·es, même si toutes et tous savent bien que la lutte contre les violences policières doit continuer.

Les prises de parole de Geneviève, de Mireille Damiano, de Raphaël Pradeau (ATTAC-France) , de membres du Collectif et de trois militant·es des "*Mutilé·es pour l'exemple*" ont été suivies de chants et des danses.

Parce que le procès s'est tenu et que Rabah Souchi a été condamné (et les violences policières reconnues), c'est une double victoire. Victoire non seulement pour Geneviève mais aussi pour toutes les victimes des violences policières dont l'immense majorité ne bénéficie d'aucun traitement médiatique à la hauteur et n'a pas droit à un procès digne de ce nom - et quand procès il y a, les auteurs de ces violences sont rarement condamnés ! -Toutes choses que Geneviève a rappelées dans son intervention.

Mais cette double victoire, aussi importante et incontestable soit-elle, est relative et suspendue à l'appel de Souchi, annoncé dès le résultat du délibéré.

Une victoire relative car la peine est faible et bien en deçà de ce que méritait Souchi, un peu comme dans l'affaire Théo dont les agresseurs n'ont eu eux-aussi qu'une petite peine de sursis.

Par ailleurs, Estrosi - qui avait décidé de confier à Souchi la direction adjointe de la police municipale - persiste et signe : il a déclaré qu'il *"continuera à apporter son soutien à ceux qui font respecter l'ordre de public... »* Sans commentaire !

ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com

ENSEMBLEmouvnt Mouvt_ENSEMBLE mouvement_ensemble